



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

INSTITUT FRANCOIS MITTERRAND

Fondation reconnue d'utilité publique
Siège social : 33 rue du Faubourg Saint Antoine
75011 PARIS
SIRET : 40830112500030 - APE : 9499Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND

Fondation reconnue d'utilité publique
Siège social : 33 Rue du Faubourg Saint Antoine
75011 PARISI
SIRET : 408 301 125 000030- APE : 9499Z

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Institut François Mitterrand

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation **Institut François Mitterrand** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 27 mars 2024

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Younès BOUJJAT

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Cessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	43 481	38 134	5 347	
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	114 287	111 890	2 396	7 659
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains</i>	70 000		70 000	70 000
<i>Constructions</i>	527 153	152 283	374 870	393 842
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	574	574		
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	1 435 652	1 021 304	414 347	498 206
Immobilisations financières				
<i>Autres titres immobilisés</i>	1 499 603	176 665	1 322 938	1 510 515
<i>Autres immobilisations financières</i>	10 425		10 425	10 458
Total I	3 701 174	1 500 850	2 200 324	2 490 679
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Marchandises</i>	44 514		44 514	31 247
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>				2 285
Créances				
<i>Autres créances</i>	34 811		34 811	22 585
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	300 000		300 000	300 000
<i>Disponibilités</i>	326 313		326 313	311 283
<i>Charges constatés d'avance</i>	1 699		1 699	1 828
Total II	707 337		707 337	669 228
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 408 511	1 500 850	2 907 661	3 159 907
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	2 052 947	2 052 947
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	350 000	350 000
Réserves		
Report à nouveau	81 701	-484 150
Excédent ou déficit de l'exercice	-146 442	565 851
Situation nette (sous-total)	2 338 205	2 484 648
Subventions d'investissement	510 754	580 488
Total I	2 848 959	3 065 135
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 937	27 290
Dettes fiscales et sociales	41 765	67 096
Autres dettes		385
Total IV	58 702	94 772
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 907 661	3 159 907
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	58 702	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	14 002	14 525
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	435 450	402 093
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	3 316	9 062
Autres produits	84 859	18 039
Total I	537 627	443 719
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	534	1 446
Variation des stocks	-13 267	3 715
Autres achats et charges externes	323 582	339 831
Impôts, taxes et versements assimilés	2 523	7 665
Salaires et traitements	168 975	152 906
Charges sociales	63 535	39 049
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	110 966	120 380
Autres charges	72	309
Total II	656 918	665 301
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-119 291	-221 583
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	53 028	
Autres intérêts et produits assimilés	24 237	758
Total III	77 265	758
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	176 665	
Total IV	176 665	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-99 400	758

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-218 691	-220 824
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	3 088	710 933
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	69 734	75 742
Total V	72 822	786 675
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	573	
Total VI	573	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	72 248	786 675
Total des produits (I+III+V)	687 714	1 231 152
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	834 156	665 301
EXCEDENT OU DEFICIT	-146 442	565 851

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : INSTITUT FRANCOIS MITTERRAND

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 2 907 661 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 146 442 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22/02/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'établissement dit Institut François Mitterrand a pour but de contribuer à la connaissance de l'histoire politique et sociale de la France contemporaine, en se référant notamment au rôle national et international joué par François Mitterrand aux diverses étapes de sa carrière politique et de son engagement militant en faveur des valeurs républicaines, libertés individuelles et collectives, droits sociaux et humanitaires, solidarité entre les peuples et les nations.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.
L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	149 548	8 220		157 768
Immobilisations incorporelles	149 548	8 220		157 768
- Terrains	70 000			70 000
- Constructions sur sol propre	140 000			140 000
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	387 153			387 153
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	574			574
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 242 536			1 242 536
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	185 915			185 915
- Emballages récupérables et divers	7 200			7 200
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	2 033 378			2 033 378
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	1 510 515		10 912	1 499 603
- Prêts et autres immobilisations financières	10 458		33	10 425
Immobilisations financières	1 520 972		10 944	1 510 028
ACTIF IMMOBILISE	3 703 898	8 220	10 944	3 701 174

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Les titres de SCPI ont été souscrits en 2022 et enregistrés au prix de revient (y compris commissions d'achat).

Bien que la rentabilité devant intervenir à long terme en raison de la nature immobilière de ces valeurs, une provision pour risque de 176 665 € a été constituée

sur la base de la valeur de retrait au 31-12-2023.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	141 888	8 135		150 024
Immobilisations incorporelles	141 888	8 135		150 024
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	41 108	3 733		44 841
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	92 203	15 238		107 441
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	574			574
- Installations générales, agencements aménagements divers	784 857	77 896		862 752
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	148 353	5 243		153 596
- Emballages récupérables et divers	4 236	720		4 956
Immobilisations corporelles	1 071 331	102 830		1 174 161
ACTIF IMMOBILISE	1 213 219	110 966		1 324 185

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 46 935 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	10 425		10 425
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	34 811	34 811	
Charges constatées d'avance	1 699	1 699	
Total	46 935	36 510	10 425
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus à recevoir	30 425
Total	30 425

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 052 947				2 052 947
Fonds propres avec droit de reprise	350 000				350 000
Ecart de réévaluation					
Réserves		565 851		565 851	
Report à Nouveau	-484 150		565 851		81 701
Excédent ou déficit de l'exercice	565 851	-565 851		146 442	-146 442
Situation nette	2 484 648		565 851	712 293	2 338 205
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	580 488			69 734	510 754
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	3 065 135		565 851	782 027	2 848 959

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 58 702 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 937	16 937		
Dettes fiscales et sociales	41 765	41 765		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	58 702	58 702		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs fact non parvenues	8 928
Dettes prov congés à payer	9 147
Personnel - autres charges à payer	5 354
Charges sociales s/congés à payer	3 650
Charges sociales - charges à payer	6 943
Etat - salaires à reverser	1 401
Uniformalion	2 291
Taxe apprentissage due	133
Total	37 847

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Frais généraux	1 699		
Total	1 699		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par marché géographique

	31/12/2023
France	
TOTAL	14 002

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		319 000	116 450			435 450
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		69 733				69 734
						505 184